

La République en marche... vers la Mondialisation



Par Alain Nicolaï et Joseph Stroberg

La République en marche... vers la Mondialisation en deux preuves flagrantes, mais peu connues, avec d'autres documents qui vont vous le faire comprendre

Intervention commune de Macron et de Klaus Schwab lors du Forum Économique Mondial (Forum de Davos janvier 2021)

Klaus Schwab est l'ingénieur qui a fondé le Forum Économique Mondial (Forum de Davos), spécialiste de transhumanisme, à l'origine du Great Reset (La Grande Réinitialisation).([1]

<https://nouveau-monde.ca/le-great-reset-nest-pas-du-complotisme/>) Son père Eugen Schwab fut à la tête d'une entreprise qui participa à l'effort de guerre nazi. Nous ne savons pas s'il fut contraint et forcé. Par contre ce qui est sûr, c'est que Klaus Schwab a vraiment un parcours professionnel et des activités pour le moins particulières, qui dénotent une fascination pour le contrôle, comme le montre les passages qui le concerne dans cette rare biographie familiale.([2]

<https://nouveau-monde.ca/les-valeurs-familiales-de-schwab/>)

<https://nouveau-monde.ca/les-comploteurs-demasques-macron-cheval-de-troie-du-nouvel-ordre-mondial-et-de-la-finance/>

Les comploteurs démasqués : Macron cheval de Troie du Nouvel Ordre Mondial et de la finance

Peu de temps auparavant, Macron avait prononcé le discours d'ouverture du Sommet Finance en Commun, une initiative de la finance et des instances internationales qui se servent du prétexte de la crise sanitaire pour se refaire une virginité, mais surtout pour chapeauter toutes les décisions futures et court-circuiter les citoyens, comme les états. 12 NOVEMBRE 2020. (([3] <https://nouveau-monde.ca/le-choc-en-retour-ii/>))

Mesdames et messieurs,

Je suis très heureux de participer aujourd'hui, même par ce truchement d'une visioconférence, à la première réunion jamais organisée réunissant toutes les banques publiques de développement du monde et tous leurs partenaires.

Parce que nous avons tous compris qu'il nous faut changer en profondeur et reconstruire, c'est une initiative forte et utile. J'en félicite les organisateurs et tous les partenaires du Sommet Finance en commun. En particulier la Fédération mondiale des institutions financières de développement (WFDFI). Les banques multilatérales partenaires. Et l'International Development Finance Club (IDFC) que préside l'Agence Française de Développement, à l'origine de ce Sommet.

Nous venons, avec plusieurs autres chefs d'État, avec le Secrétaire Général des Nations Unies, la Directrice Générale du Fonds Monétaire Internationale, la Présidente de la Commission européenne, de débattre et de dégager les principes d'une action internationale renouvelée et renforcée pour dépasser cette crise, et changer ce qui doit l'être dans nos façons de produire, de consommer et de coopérer, pour que les liens sociaux et l'environnement soient préservés, protégés, reconstruits.

Dans la continuité de cet échange sur les principes qui doivent refonder le multilatéralisme, nous avons tenu à participer au Sommet Finance en Commun, pour passer à l'action en mobilisant le plus fortement possible

nos banques publiques.

Ce sommet est une preuve. Une preuve que notre transformation est possible. En vous réunissant aujourd'hui, en faisant émerger une coalition inédite par son ampleur, sa diversité et son rôle de plateforme entre tous les acteurs financiers, vous venez nous rappeler qu'il est possible de construire des réponses communes, cohérentes, concertées, aux grands défis globaux. Votre présence à tous l'atteste : un consensus profond existe sur l'urgence de combattre le dérèglement climatique et sur la nécessité de construire un monde plus juste, équitable et durable. Mais aussi sur la nécessaire complémentarité de ces agendas. Nous ne pouvons plus parler désormais de trajectoires de développement sans prendre en compte les impacts du changement climatique. Nous ne pouvons plus agir pour le climat sans prendre en compte les inégalités sociales.

Il y a quelques jours, les États-Unis sont sortis officiellement de l'accord de Paris sur le climat. Le résultat des élections ouvre la voie à un retour au premier jour. Nous l'avons souhaité, dès les premières heures vous le savez, nous nous sommes battus pour cela, et c'est la preuve qu'il fallait tenir bon face à tous les vents mauvais. Je me souviens des One Planet Summit, du G7 de Biarritz, du sommet Action Climat de New York en septembre 2019, et de tant d'autres réunions internationales organisées depuis trois ans pour sauver notre capacité d'action collective. Nous y sommes parvenus.

Il y a quelques semaines la Chine a confirmé sa disposition à avancer conformément aux engagements pris. L'Union européenne prendra dans les jours et semaines à venir des décisions structurantes pour elle-même. Le 12 décembre, jour du cinquième anniversaire de l'accord de Paris, sera le temps de la clarification. Des engagements tenus et à venir.

Soyons collectivement au rendez-vous. Maintenant. Plus que jamais. Make our planet great again est une possibilité. Pas seulement dans les mots. Dans la réalité.

Ici, il ne s'agit plus de rechercher un accord international – nous l'avons trouvé il y a cinq ans déjà avec l'accord de Paris sur le climat, celui de New York sur les Objectifs de Développement Durable et à Addis Abeba sur le financement du développement. Non, il s'agit de passer à l'acte, de passer à l'échelle et d'entraîner avec nous tous les acteurs de bonne volonté.

Je suis donc heureux de voir qu'aujourd'hui, à ce moment très précis de notre vie internationale, vous venez vers nous avec la volonté de « financer en commun » nos politiques et notre transformation. Avec la capacité d'agir à tous les niveaux, multilatéral, international, régional, national et local, puisqu'il existe des banques publiques de développement dans chacun des pays du monde. Avec la volonté de répondre en même temps, dans chacun des projets que vous financez, aux enjeux environnementaux et sociaux. Et avec l'ambition de démultiplier les 2 300 milliards de dollars que vous investissez déjà chaque année, en agissant comme des plateformes dans chacun des pays, comme le G20 l'a appelé de

ses vœux.

Ce que vous êtes en train de créer, c'est une nouvelle infrastructure financière publique globale, qui n'avait jamais été conçue à cette échelle et dont nous avons tellement besoin, aux côtés des budgets des gouvernements et des outils des banques centrales. Une nouvelle infrastructure capable de relancer l'investissement public, de façon contra-cyclique pendant les crises, et d'accélérer la mobilisation de la finance privée au service de l'Accord de Paris et des ODD. Une architecture capable de mobiliser l'épargne partout où elle se trouve dans le monde et de l'orienter plus efficacement là où sont les opportunités d'investissement les plus prometteuses, au Sud, en particulier. Une architecture capable de stimuler les investissements de développement durable.

Je vous invite à faire entendre votre voix plus fortement, distinctement dans les débats internationaux. Une voix concrète, constructive, entrant en dialogue avec celles, tout aussi essentielles, des collectivités locales, des financiers privés, des entreprises, de la société civile, des philanthropes.

J'y suis particulièrement sensible, car les banques publiques de développement ont joué un rôle majeur dans l'histoire économique de la France. Et elles sont aujourd'hui aux avant-postes face à la crise de la COVID19 et pour la transformation que j'ai engagée depuis plus de trois ans.

C'est en France qu'est née en 1816 la plus ancienne banque publique de développement du monde, devenue le groupe Caisse des Dépôts et Consignations. Et dans la crise que nous traversons, ce groupe s'est immédiatement mis au service de la relance et consacre une part importante de ses fonds propres, à hauteur de 26 Mds € pour que la reprise économique soit la plus rapide, la plus responsable, la plus durable possible, dans de nombreux domaines comme le logement ou le soutien aux entreprises et à l'économie, le renforcement de la cohésion sociale et bien sûr de la transition écologique et énergétique. Avec la Banque des Territoires et Bpifrance, ce sont plus de 40 Mds d'euros consacrés à la lutte contre le changement climatique d'ici à 2024, en changeant d'échelle sur de nombreux sujets qui permettront de réduire nos émissions de CO2. Il n'y a donc aucune fatalité, et ce groupe aide un écosystème d'innovation en matière de développement durable pour qu'il se structure, et pour avancer aussi en matière de prêts et de fonds propres.

C'est au service de la France et de l'Afrique qu'est née également, à Londres en 1941 fondée par le Général de Gaulle pour être la Caisse de la France libre, la plus ancienne banque publique internationale du monde : le groupe Agence Française de Développement. Au service du climat, de la biodiversité et des ODD, en Afrique, dans le monde émergent et dans nos outre-mers, ce groupe œuvre pour un monde en commun, et atteint 14 Md€ de financement annuel en 2019. L'AFD ira plus loin dans l'appui aux politiques publiques de nos partenaires avec l'entrée d'Expertise France dans le groupe AFD. Je remercie aussi l'AFD d'aider à faire de Paris une

capitale des solutions pour le développement durable, avec toutes les institutions internationales qui y résident, et avec notre Place financière, à la pointe du combat pour la finance verte et durable.

Je veux enfin souligner le rôle important des banques publiques de développement dans la nouvelle étape de la construction de l'Union Européenne. Je sais que la BEI, la BERD, la Banque de développement du Conseil de l'Europe et les banques publiques de différents États d'Europe ont participé très activement à vos travaux. Elles sont engagées avec force pour soutenir le Green New Deal européen et dans la coopération internationale, en particulier avec l'Afrique. Avec nos partenaires européens, nous allons transformer, renforcer la BEI pour en faire une véritable « Banque européenne du climat », renforcer la force de frappe des banques européennes de développement en structurant un système d'action plus lisible, plus articulé, plus coordonné.

Vous l'avez compris, nos banques publiques proposent aujourd'hui, de contribuer à engager une nouvelle étape du développement de nos sociétés. Faite de respect, de coopération internationale, d'engagement de chacun de nos États, le local, le national, le régional, du productif au social. Nos banques nous proposent au fond de relier, de réconcilier, comme jamais, les échelles d'espace, de temps, et la cohérence d'une action pour aider au développement durable. En insistant sur notre devoir de solidarité et le souci des plus pauvres, dans le monde comme dans chacune de nos sociétés.

Alors je souhaite vraiment longue vie au mouvement « finance en commun », que vous lancez tous aujourd'hui. J'accueille très positivement la force de vos engagements collectifs et ferai en sorte que vos travaux soient reconnus et encouragés au plan international, à l'occasion des grands sommets de 2021 sur la biodiversité, le climat, le financement des économies africaines, l'égalité femme-homme et sur la sécurité alimentaire. Je souhaite en tout cas que vos travaux puissent nous éclairer au G7, au G20, et puissent surtout changer concrètement la vie de toutes celles et ceux à qui elles se destinent. Changer la vie de chacun, permettre de la rendre meilleure, c'est notre objectif à tous.

Je vous remercie

Compléments, les médias au service du Nouvel Ordre Mondial, omissions, désinformations et censures

Manipulations à tous les étages, comment faire peur à la population pour vendre des vaccins à tour de

bras : l'exemple de la gestion en Belgique de l'épidémie H1N1 en 2009

Marc van Ranst (actuellement membre du Comité scientifique coronavirus qui donne des avis aux autorités de la santé en Belgique) a fait une conférence en janvier 2019 devant des membres du Royal Institute of International Affairs – plus souvent appelé Chatham House qui est l'un des think tanks (groupe de réflexion) les plus influents au monde – pour expliquer comment il a géré en 2009 l'épidémie H1N1. Il raconte comment à l'époque, après avoir été nommé responsable de cette opération, il a pu convaincre les belges à se faire vacciner pour favoriser les intérêts du lobby pharmaceutique. Tous les médias belges cherchant des infos sur l'épidémie passaient par son intermédiaire. Un quasi copié-collé de l'arnaque, vaccins covid-19. La vidéo de cette conférence, où l'on entend, de plus, l'assistance composée de gens de la haute glousser de plaisir au récit de cette manipulation, est tellement dérangeante pour les covidistes, qu'elle a été censurée il y a quelques mois.

Si cela n'était pas extrêmement grave, ce serait risible.

<https://nice-provence.info/2021/12/17/mandarins-dans-petrin/>

<https://www.fawkes-news.com/2021/12/bfm-fait-une-entrevue-lhopital-dun.html>

Francis Palombi, non-vacciné hospitalisé pour Covid: "Vaccinez-vous, c'est une question de vie ou de mort" pic.twitter.com/dKG02LNjFn

– BFMTV (@BFMTV) December 17, 2021

Palombi serait donc un antivax? Ce n'est pourtant pas ce qui ressortait de cet article de BFM en juillet dernier ou il incitait les gens à aller se faire vacciner.

Cela passe non seulement par le respect des gestes barrières, mais également par le fait de "se faire vacciner pour permettre le retour des libertés auxquelles nous sommes tous attachés, dont celle de pouvoir se rendre dans les magasins sans restriction". "Le commerce c'est la vie. Pour la préserver, un geste, une attitude s'impose: se faire vacciner", synthétise Francis Palombi, président de la CDF. "C'est rapide, c'est gratuit et c'est sans risque majeur. **Vaccinons-nous pour éviter un quatrième confinement!**"

@FPalombiCDF est consciente de la nécessité de poursuivre le grand combat: se vacciner c'est la vie!
avec le ministère de @alaingriset et de son cabinet avec @LouisMarguerit1 avec les organisations professionnelles nous travaillons sur une opération sanitaire et commerciale

– Palombi (@FPalombiCDF) August 25, 2021

Palombi était candidat La République en marche en Lozère aux élections Législatives



Pour enfoncer le clou, par les comploteurs eux-mêmes, les preuves absolues d'un gigantesque complot qui cherche à contrôler les populations :

Les Peuples et les États piétinés, les comploteurs ne se cachent même plus

Albert Bourla, PDG de Pfizer, discute de la puce électronique à avaler au « Forum économique mondial »

Conclusion

La quasi-totalité des médias dominants est dans les mains d'intérêts privés, ([4] Concernant la France : <https://www.monde-diplomatique.fr/cartes/PPA>) de personnes qui cherchent à vous influencer, pour parler plus directement à vous manipuler : n'est-ce pas « la crise sanitaire » ? Aussi, dès que vous verrez les médias du système mettre en avant à l'unisson un candidat lors des prochaines élections présidentielles, vous pouvez être sûr qu'il ne faut surtout pas voter pour lui (ou pour elle). Si nous en sommes là actuellement, c'est aussi en grande partie à cause des corrompus qui sont à la tête de l'Union Européennes. Il nous faut voter pour un candidat qui veut impérativement sortir de ce nid de vipères, car les députés européens honnêtes et lucides sont actuellement très largement minoritaires. Quand nous avons fait l'Union Européenne, nous ne l'avons pas fait pour ça !!!
